

Agriculture et sécurité alimentaire en Méditerranée : au cœur de la géopolitique régionale et mondiale

Journée d'information PRIMA

Paris, 22 novembre 2017

Sébastien Treyer, Iddri, sebastien.treyer@iddri.org

Institut du Développement Durable et des Relations Internationales – Sciences Po

Agriculture, sécurité alimentaire et eau

Au cœur des enjeux économiques et politiques majeurs pour la Méditerranée

IDDRI

Deux lectures possibles :

- The « perfect storm » - la conjonction de crises qui s'accumulent
- L'Agenda 2030 – indivisibilité et transformations à long terme

Une région de tensions et de crises appelées à durer, et qui se renforcent

- Des tendances et constats, au Nord comme au Sud
 - Crises politiques, guerres, conflits de longue durée
 - Instabilité chronique et récurrente
 - Evolutions climatiques particulièrement aiguës et rapides
 - Pas d'équilibre mais des capacités à se transformer (pas juste la résilience)
 - Enjeux démographiques et d'emploi
 - Malgré la diversité des transitions démographiques, chômage des jeunes
 - Stratégies économiques en panne ? De l'atelier du grand marché européen à une nouvelle place dans la mondialisation ?
 - Crises économiques, pauvreté, problèmes d'accès à l'alimentation et la qualité nutritionnelle
 - Flux migratoires dépassant les enjeux purement régionaux

Les ODD – retrouver une capacité de choix politique



ODD : indivisibilité, universalité, interrogation sur les transformations systémiques à l'échelle nationale

Quelle vision à long terme pour le secteur agricole et alimentaire en Tunisie ?
(Agriculture Transformation Pathways initiative)

4 choix politiques majeurs inter reliés

- Assurer des niveaux stratégiques d'autosuffisance et un accès pas cher à l'alimentation
 - Contrat social, dépendance aux imports, priorités d'exportation ?
- Répartir une eau rare entre secteurs et entre territoires
 - Quel modèle de développement territorial, quelles priorités agricoles ?
- Protéger les sols et l'accès à la terre
 - Modèles agricoles, types de cultures, structures agraires
- Emplois et revenus agricoles et agroalimentaires dans les espaces ruraux
 - Impacts brutaux des accords commerciaux

Des crises exogènes à la capacité de choix politique

- Des choix éminemment politiques
 - Arbitrages aux conséquences lourdes : des gagnants et des perdants
 - Besoin d'une vision à long terme
 - et d'une capacité à la faire évoluer (transformative resilience)
 - Besoin d'animer et de structurer le débat politique
 - La démocratie est d'autant plus nécessaire

Attention à la politisation !

- Différencier la mise en lumière des choix politiques majeurs et de ce qui **IDDRI** dépasse l'échelle nationale...
- ... des raccourcis permettant d'attirer l'attention sur le secteur agricole ou le climat en parlant de géopolitique et de conflits
- Exemples de raccourcis très discutables :
 - Impacts du CC => déplacement de populations => guerre en Syrie
 - Augmentation du prix des denrées alimentaires => révolutions arabes
- Des répartitions inéquitables des ressources et des opportunités de développement préexistent et ne demandent qu'à s'enflammer
- L'arbitraire politique est le problème de fond
- La question est effectivement géopolitique
 - Toutes les dimensions majeures de la durabilité de l'agriculture et de la sécurité alimentaire ne prennent sens que dans un contexte géopolitique qui dépasse l'échelle nationale

Exemple de la rareté de l'eau en Tunisie

- Quels choix de reconversion ou d'allocation entre secteurs de l'économie agricole selon les territoires ? Quelle stratégie de focalisation sur l'importation ou le marché intérieur ?
- Penser cette stratégie à long terme face au changement climatique ou à la rareté de l'eau ne doit pas occulter que le premier facteur de chocs externes provient de la stratégie commerciale avec l'Union européenne

Anticiper des transformations profondes des modèles agricoles et des filières agroalimentaires

- Transformations subies (évolutions du climat) ou choisies (stratégies d'export/import)
- Reconversions vers d'autres filières, vers des modèles plus agroécologiques
 - Dé-spécialisations, re-spécialisations ?
 - Effets sur l'emploi, les inégalités, la structure de l'économie
- Elles doivent être anticipées dans chaque contexte national avec ses spécificités historiques, pour alimenter des stratégies nationales
- Et discutées aussi à l'échelle régionale et globale dans la logique des ODD ou de l'accord de Paris sur le Climat
 - En quoi la discussion internationale offre un support aux acteurs politiques nationaux pour structurer et faire progresser les débats nationaux ?
 - Quels besoins de coopération pour appuyer des trajectoires ambitieuses de durabilisation ?

Quel cadre de coopération régional ?

- UPM ?
 - UE et sa politique d'accession et de voisinage ?
 - UMA ?
 - Accords de libre échange bilatéraux ?
-
- Vu l'ampleur des enjeux (cf. Europe d'après 1945), peut-on se satisfaire d'un projet de libre échange ?
 - Quel serait l'équivalent du triptyque
 - Marché commun
 - Régulations sociales et environnementales
 - Fonds structurels
 - Alors que tout cela peine aussi à être reclarifié pour le débat européen lui-même

Quel contexte de coopération régional ?

- Une Union européenne qui semble s'effondrer,
- sans capacité de leadership
- Le Sud de l'Europe, moins voyant que le groupe de Visegrad, mais sans retrouver le leadership non plus

- L'Afrique continent
 - Maroc et Union africaine
 - Une stratégie continentale post accords de Cotonou
 - Stratégies africaines de la Chine passant par la Méditerranée

Elements de conclusions (1)

1. Un contexte géopolitique
 - Sans équilibre stable, mais des changements majeurs qui vont durer
 - Les conflits seront probablement présents sur la longue durée
 - Même s'il faut faire entrer la paix comme un objectif majeur de la coopération, notamment sur la gestion des ressources naturelles et alimentaires

2. Besoin crucial d'anticiper les impacts inégaux, les gagnants et perdants, d'arbitrages politiques indispensables en période de changements rapides
 - Mettre en délibération, structurer la réflexion, discuter de ce à quoi on est prêt à renoncer

3. Analyser les relations entre pays de la région à travers l'approche « bottom up » des ODD – universalité et interdépendance
 - L'atteinte de la durabilité dans un pays ne doit pas empêcher l'atteinte de la durabilité par un autre, la coopération doit aider à accroître l'ambition de chacun

Elements de conclusions (2)

4. Pouvoir replacer les projets de marchés communs ou de libre échange par rapport à une vision à long terme de la durabilité – Agenda 2030

5. Des interdépendances majeures notamment à travers la question de l'emploi, des migrations, et des interpénétrations entre les sociétés

- It's a fact, Wir schaffen es !

6. Des formes de coopération multiples, sans réel leadership : en faire une opportunité pour explorer

- Finie la responsabilité de l'UE pour son voisinage comme pôle attracteur ? Impossible à assurer en politique interne et difficile à supporter par les sociétés du voisinage

7. La coopération en matière de recherche et de formation est cruciale dans ce contexte

Merci pour votre attention

IDDRI

sebastien.treyer@iddri.org

www.iddri.org